

Projet d'Autonomie du Sahara à l'Etranger : Où sont donc les partis politiques marocains?

Maroc

Posté par: Seducteur

Publiée le : 27/3/2007 21:05:17



Alors que le Roi Mohammed VI ne cesse d'envoyer des émissaires et des délégations aux quatre coins du monde pour exposer les vues marocaines sur l'autonomie interne des provinces sahariennes, les partis politiques se limitent à «vendre» le projet à l'intérieur de nos frontières. Ce qui est bien évidemment louable. Mais le champ d'action de la diplomatie parallèle est négligé. Le Royaume compte plus de 40 partis politiques. Nous n'en avons pas vu un seul prendre la peine d'aller sensibiliser autant ses homologues étrangers que les opinions des pays membres du Conseil de sécurité de l'ONU, ne serait-ce que par médias interposés.

Oui, Mohamed El Yazghi, Abbas Fassi, Lansar...et d'autres rivalisent en formules pour vanter le projet d'autonomie interne du Sahara marocain. Mais cela se passe au Maroc. Pas ailleurs. Pour la règle, les instances de leurs partis furent réunies une première fois pour plancher sur l'«interrogation écrite» du Souverain en la matière, puis sur la charpente du projet telle qu'exposée aujourd'hui à travers le monde. Abbas El Fassi assurera les Marocains de «l'attachement de son parti à l'intégrité territoriale du Royaume, même s'il faut concéder une autonomie interne de nos provinces sahariennes». Sans plus. Aucune stratégie de pénétration des opinions publiques qui comptent: Par exemple l'Espagne où Larbi Messari compte des entrées précieuses. Mohamed Lyazghi ira jusqu'à déclarer à Marrakech que son parti a «appuyé l'autonomie interne non pas pour répondre à un problème international, mais parce qu'elle constitue le commencement d'une réforme démocratique». À la question de savoir si cette approche n'était pas de nature à être généralisée sur toutes les aires ethnoculturelles du Royaume, le leader socialiste dira lors de sa rencontre tonitruante avec la jeunesse ittihadie : «Au sein de l'USFP, nous pensons que l'autonomie interne du Sahara sera le début d'une expérience régionale forte qui sera étendue à toutes les autres régions». Il a même livré l'exemple des différentes expériences régionales espagnoles en la matière. C'est dire l'absence totale du souci communicationnel en direction des opinions publiques étrangères. Nos partis maintiennent pourtant des liens privilégiés avec leurs homologues dans les cinq continents. L'Istiqlal dispose d'un répertoire fourni en partis conservateurs. L'USFP compte des amitiés solides au sein de l'internationale socialiste. Nos «libéraux» (UC, PL...etc.) peuvent mobiliser la sensibilité libérale à travers le monde. Aucun parmi ces partis n'est parti défendre le projet marocain au-delà de Tanger.

Alors, une fois de plus, la sempiternelle question : «A quoi servent-ils réellement, tous ces partis ?» demeure posée.

En vérité, le tissu associatif marocain excelle en matière de défense du projet marocain à travers le monde. Bien plus que tous les partis réunis. L'Algérie a compris le danger d'une telle excellence marocaine. Elle vient d'ordonner à ses chancelleries européennes de mettre tous les moyens à la

disposition des associations algériennes évoluant dans l'espace de l'UE. Al Watan rend compte ainsi de cette approche poste-amicaliste : « Cette feuille de route n'est pas tombée dans l'oreille d'un sourd puisque le consul général d'Algérie en France, Abderrahmane Meziane Chérif, a réuni, il y a quelques jours les représentants du mouvement associatif algérien en France pour leur faire part de ce que l'Algérie attend d'eux. Et de l'autre côté de l'Atlantique, au Canada, son homologue, Abdelaziz Sebaâ, lui renvoie l'écho, en appelant les associations algériennes à « constituer un réseau de solidarité et d'entraide ». Hassan Moali, le reporter du même quotidien explique : « La simultanéité des deux initiatives prouve au moins une chose : les décideurs d'Alger ont changé de stratégie dans leur façon de considérer la communauté algérienne à l'étranger. On n'en est désormais plus dans l'incantation patriotique ressortie à chaque rendez-vous électoral. Le pouvoir d'Alger veut rompre avec sa fâcheuse manie de se rappeler des « émigrés » uniquement quand il a besoin de leurs voix, à l'occasion des scrutins. Il entend, dorénavant, tirer le meilleur de ses enfants qui, dans la majorité, occupent des postes stratégiques dans leurs pays d'accueil, notamment les émigrés bardés de diplômes de la dernière génération. Pour cause, depuis la fameuse Amicale des Algériens en Europe, l'Algérie est restée orpheline d'une représentation associative digne de ce nom et sa diaspora disséminée et séparée de la mère patrie dont elle ne garde que les couleurs de l'emblème en souvenir ». Visiblement, les militaires d'Alger veulent porter le casus belli avec le Royaume au cœur de l'Europe. Leurs actions tumultueuses en direction de Madrid et Paris l'attestent.

Si le pouvoir d'Alger opère diplomatiquement quasi-exclusivement au moyen du chantage au gaz naturel, parfois même par le pouvoir des « enveloppes », le Royaume peut s'enorgueillir de compter moult comités parlementaires d'amitié avec le Maroc. Nos parlementaires leur ont-ils rendu visite ces dernières semaines ? Que non. Chacun s'affaire à l'heure actuelle à esquisser son stratagème électoral en cette veille de législatives. Quand à la cause centrale et historique du pays, elle peut attendre. D'ailleurs, plusieurs partis, à l'instar des Indépendants, sont en pleine guerre civile interne. La « guerre des maroquins » est enclenchée dès avant les législatives. Nos partis risquent de regretter amèrement la politique de la chaise vide qu'ils s'appliquent à perpétuer.

La Gazette Du Maroc